

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, \$3.50 par an. Payé d'avance, \$3.00 — Etats-Unis, \$3.50  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avance.

Vol. XIII.

No. 51.

JEUDI, 21 DECEMBRE 1882

Prix du numéro : 7 centins.—Annonces, la ligne : 10 centins  
Toute communication doit être affranchie.  
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par un bon sur la poste.

## AVIS PARTICULIER

### AUX ABONNÉS RETARDATAIRES

Plusieurs fois déjà nous nous sommes adressé à nos abonnés retardataires pour les prier de nous payer ce qu'ils doivent. Quelques-uns seulement ont répondu à notre appel. Nous regrettons infiniment de renouveler notre demande.

La bonne volonté de nos abonnés ne suffit pas pour payer tous les frais que nécessite une publication comme *L'Opinion Publique*. Tous les jours il faut déboursier de l'argent, et si les abonnés ne payent pas, il est impossible de faire fonctionner la machine. Il faut que nos abonnés réglent leurs comptes. Nous insistons fortement sur ce point. Nous espérons cette fois être bien compris. Cet avis s'adresse particulièrement aux retardataires.

L'administration, rencontrant de très grandes difficultés pour collecter en dehors de Montréal, a décidé que, si au 15 DÉCEMBRE prochain, les abonnés de la campagne n'ont pas payé ce qu'ils doivent, elle se prévaudra de son droit pour exiger \$3.50 au lieu de \$3.00 par an quand l'abonnement est payé d'avance.

Nous espérons que nos débiteurs feront leur possible et qu'ils éviteront les désagréments qui résulteraient certainement de leur négligence, s'ils ne s'acquittaient pas envers nous.

L'ADMINISTRATION.

### SOMMAIRE

TEXTES : En France, par A. D. DeCelles.—A la porte du théâtre, par Giulio.—David Tétu et les raiders de Saint-Alban (suite et fin).—Eglise canadienne-française de New-York.—Les réceptions au château de Windsor.—Bazar au profit des orphelins.—De tout un peu.—Envers et contre tout, par André Gérard (suite).—Poésie : La goutte d'eau. Nos gravures : Souvenir de l'Exposition de 1882.—Les pianos Rosenkranz ; Sir Hugh Allan ; Steeple-Chase.—Choses et autres.—Notes commerciales.—Nouvelles diverses.—Variétés.

GRAVURES : Sir Hugh Allan, mort à Edimbourg, Ecosse, le 9 décembre 1882 ; Steeple-Chase ; Souvenir de l'Exposition de 1882.—Pianos Rosenkranz.

### EN FRANCE

Les Français sont des gens bien heureux, disait un Pape, du moyen âge, "la Providence répare la nuit les fautes qu'ils commettent le jour!" Hélas! la France n'est pas aussi favorisée aujourd'hui de la Providence qu'elle l'était au temps passé. Une partie des Français se livrent à toutes les folies imaginables, mais les réparations ne paraissent point. Peut-être les verrons-nous se produire toutes à la fois! Ce sera un beau jour que celui où la France reprendra sa place en Europe et son prestige dans le monde, longtemps accoutumé au rayonnement de sa gloire. Mais en attendant, la perspective est triste, et la République, déchirée par les factions, cotoie les bords de l'abîme. Y roulera-t-elle? Nombre de républicains honnêtes et sincères le redoutent. MM. Simon, Vacherot, et des centaines d'autres qui, pendant vingt ans, ont appelé la République de tous leurs vœux, sont depuis longtemps découragés, M. Gambetta lui-même ne paraît plus avoir cette foi qui le rendait si enthousiaste il y a quelques années. M. Clémenceau, qui représente le radicalisme avancé, est aujourd'hui décrété de modérantisme. M. Henry Maret, rédacteur du *Radical*, une des personnalités les plus marquantes de la Chambre, se sent atteint de lassitude en se voyant incapable, comme MM. Gambetta et Clémenceau, de contrôler les hommes qui devraient logiquement le suivre, mais qui veulent le diri-

ger. Et ils sont surpris de cet état de chose! Ils ont prêché la révolte contre tout pouvoir, les revendications sociales les plus fantastiques, et ils s'étonnent maintenant de voir leur autorité méconnue! Le symptôme le plus dangereux à noter dans l'état social actuel de la France, c'est que tout député radical qui arrive à une position d'influence, se trouve de suite en antagonisme avec les auteurs de sa fortune politique. Ceux-ci le mettent en suspicion et le taxent de trahison; et la guerre de ceux qui n'ont rien contre ceux qui sont censés tout avoir, éclate terrible. Le télégraphe nous apprenait l'autre jour, qu'à une réunion des amis de M. Gambetta, au lendemain des mouvements révolutionnaires de Montceau-les-Mines et de Lyon, il avait été décidé d'appeler un militaire à la présidence de la République le jour où M. Grevy quitterait le palais de l'Élysée. C'est ni plus ni moins qu'une dictature militaire qu'ils réclament pour sauver la République contre les entreprises de la Commune qui relève la tête. N'est-ce pas là un indice des craintes de M. Gambetta, qui, étrange ironie du sort, se trouve transformé, grâce au progrès que ses disciples ont fait dans le radicalisme, en républicain conservateur!

Un homme éminent du parti républicain, un ex-ministre, que nous ne voulons pas désigner autrement parce qu'il est trop en vue, disait dernièrement à un Canadien de passage à Paris: "Je suis un républicain de vieille roche, j'ai toujours cru la république possible en France, mais aujourd'hui, je commence à avoir des craintes; je redoute le "gâchis," et bien franchement, moi, républicain, je vous avoue que j'aime encore mieux l'empire avec toutes ses tyrannies que ce qui nous menace." Le gâchis, c'est la révolution telle que la veulent les "nouvelles couches" sociales auxquelles le chef du grand ministère a si longtemps fait la cour et dont le contrôle lui échappe aujourd'hui complètement.

Lorsqu'un nouveau ministère prend le pouvoir en France, la première chose qu'on se demande en France: que va-t-il faire, mais quel sera son successeur? Tellement toute idée de stabilité a disparu des esprits, tellement l'on est persuadé que rien ne saurait tenir. C'est cette question que l'on s'est posée à l'avènement du ministère Duclerc, il y a quelque mois, et si ce ministère, le plus faible des seize qui se sont succédé depuis 1871, est encore debout, il le doit aux terreurs causées par les explosions révolutionnaires de ces derniers temps. On craint de le changer parce qu'on sent qu'il faudrait faire un pas trop considérable du côté de la Commune.

Cet affaiblissement du parti républicain remet à la mode la question si souvent discutée: "Etant donné l'esprit du peuple français, ses traditions, la République est-elle possible en France?" Plutôt que d'y répondre nous-même, nous citerons l'opinion d'un républicain, Alexandre Dumas, qui écrivait sur ce sujet en 1871, au lendemain de la Commune. Il croyait alors la République possible, mais il avait ses doutes et voici pourquoi:

"Cette pauvre République! Cette fausse couche perpétuelle de la France! elle finit par être intéressante. Certes, à juger des idées comme on juge des gens, par leur passé, par leur famille, par leurs actes, il est impossible d'être moins recommandable, d'être plus mal famée que la République française. Il n'est pas de mauvais lieu, de marais fétide, de ruisseau de fange et de boue où elle ne se soit roulée et prostituée au premier venu. Ses pères, ses parrains, ses amants, ses enfants sont, pour la plupart, des fous, des imbéciles, des grotesques, des escrocs et des assassins; ce qui faisait dire au dernier Larochejaquelein avec autant d'esprit que de bon sens: "Je ne dis pas que tous les républicains sont voleurs, mais je suis sûr que tous les voleurs sont républicains." Le plus honnête est Robespierre, le plus pur est Saint-Just, le plus convaincu est Marat. En 93, la République tue ses fils; en 48, elle tue ses frères; en 71, elle tue sa mère. Quelle que soit la date, elle tue, elle tue, elle tue toujours. Elle appelle cela fonder. Le génie, la gloire, la vertu, Chénier, Lavoisier, Malherbes, Mme Elizabeth, les Brés, les Clément Thomas, les Lecomte, les Darbois, les Deguerry, les Bonjean, tout y passe.

"Mais en revanche elle a des générations spontanées, des éclosions subites de phénomènes imprévus, inanaly-

sables, éphémères, gigantesques, ombres chinoises colossales qui viennent gesticuler, pousser un cri et s'effacer en une minute sur un fond rougi par le feu et le sang.

"Voyons! De quel accouplement fabuleux d'une limace et d'un paon, de quelles antithèses génésiaques, de quel suintement sébacé peut avoir été générée, par exemple, cette chose qu'on appelle M. Gustave Courbet? Sous quelle cloche, à l'aide de quel fumier, par suite de quelle mixture de vin, de bière, de mucus corrosif et d'œdème flatulent a pu pousser cette courge sonore et poilue, ce ventre esthétique, cette incarnation du Moi imbécile et impuissant? Ne dirait-on pas une farce de Dieu, si Dieu, que ce non-être a voulu détruire, était capable de farce et pouvait se mêler de cela? Et ses pareils avec formes variées et bicornues sont par milliers dans cette zoologie de révolutionnaires, depuis ce mignon changé subitement en cocotte nommé Paschal Grousset jusqu'à ce paillasse à queue rouge surnommé Pipe-en-Bois. Quelle galerie! Nous ne dirons rien de leurs femelles, par respect pour les femmes à qui elles ressemblent—quand elles sont mortes.

"Eh bien, malgré tous ces arguments plats ou sinistres, nous sommes tous plus ou moins républicains au fond de l'âme, et nous ne pouvons nous empêcher de dire en face de cet idéal, la République, ce que le chantre de *Camille* disait sur l'échafaud en se touchant le front: "Et cependant il y avait quelque chose là."

M. Dumas avait ses doutes sur la possibilité de fonder la République et il les explique avec un relief d'expression peu ordinaire. Ses doutes venaient des fâcheux antécédents de la République. Malgré tout, il avait encore confiance, pourvu que M. Thiers se chargeât de la tâche. Mais que de chemin parcouru depuis! Que nous sommes loin de M. Thiers, de M. Jules Simon et de M. Dufaure, les seuls hommes qui auraient pu fonder la République en France. Ils représentaient des idées de gouvernement. Ils savaient qu'on ne fonde pas un état social tout d'une pièce, sans tenir compte des habitudes, des traditions, des croyances d'un peuple. Ils auraient voulu conserver de l'ancienne France ce qui pouvait s'incorporer aux institutions nouvelles. Ils voulaient rendre la République sympathique à toutes les classes de la population, lui rallier les timides et les incrédules et non augmenter, comme ont fait leurs successeurs, le nombre de ses ennemis. Les républicains sont grands admirateurs des Américains, mais ils ne connaissent guère leur histoire ou se soucient peu de les imiter. Les fondateurs de la république américaine n'ont-ils pas emprunté à l'Angleterre, qui leur était pourtant bien antipathique à cette époque, les bases de leurs institutions politiques, et ces emprunts ne sont-ils pas les éléments les plus solides de la constitution américaine?

Nous, Canadiens, nous pouvons avoir nos prédictions pour telle ou telle forme de gouvernement, mais nous devons désirer avant tout que la France soit grande et soit respectée dans le monde. Si la République nous eût produit cette grandeur et ce respect, notre devoir eût été de l'acclamer! Comme nous nous réclamons sans cesse de la France, nous souffrons de son amoindrissement comme nous profitons de son prestige. C'est pour cela que dans son intérêt et le nôtre, nous appelons de tous nos vœux l'ère des réparations, d'où qu'elles viennent.

A. D. DECELLES.

### A LA PORTE DU THÉÂTRE

Les flots du peuple, avide de voir et d'être vu, se succèdent sans cesse; jeunes gens, jeunes filles, hommes, femmes, enfants même hélas! forment autant de vagues qui se pressent sur le parvis du temple nouveau. L'ouvrier va là jeter sans regret le fruit de deux journées de travail; le riche va là pour briser la longue chaîne des jours mélancoliques qu'il passe dans la paresse et l'ennui. Ils le savent, ils le disent. Qui sait même si cette mère n'a pas, pour repaire ses oreilles et ses yeux de sons et de spectacles qu'elle ne devrait pas connaître, qui sait, dis-je, si elle n'a pas détourné ses yeux des haillons sous lesquels son enfant cache ses membres